



Journée du parlement ouvert et Volet parlementaire du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert

#ParlAmericasOPN #PGOCanada

La Journée du parlement ouvert du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert, organisée par la [Section canadienne de ParlAmericas](#) avec le soutien du [Réseau numérique pour un parlement ouvert \(OPeN\)](#), a réuni des parlementaires, des fonctionnaires parlementaires, et des représentantes et représentants de la société civile du monde entier pour faire part d'expériences, de connaissances et de stratégies pour renforcer les efforts visant à promouvoir des réformes pour un gouvernement ouvert.

THEME

Exploiter les possibilités de collaboration avec la société civile pour améliorer la législation et les politiques publiques

LIEU

Ottawa, Canada

DATES

29-30 mai 2019

PARTICIPANTS

Plus de 120 parlementaires, fonctionnaires parlementaires, et représentantes et représentants de la société civile provenant de 34 pays



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

Cette réunion a été inaugurée par le député **Randy Boissonnault** (Canada), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, et le député **Greg Fergus** (Canada), secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et du Gouvernement numérique, ainsi que la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), vice-présidente de ParlAmericas, qui a présenté le [Résumé des Directives pour l'élaboration de Plans d'action pour un parlement ouvert](#).

Le discours de bienvenue a été suivi d'une session de travail où les déléguées et délégués parlementaires ont échangé leur expérience en matière de collaboration avec la société civile pour élaborer et mettre en œuvre des plans d'action ou des initiatives pour un parlement ouvert. Ils ont également exploré la façon de tirer parti de cette collaboration pour renforcer les rôles de représentation et de contrôle du parlement afin de bâtir des démocraties plus fortes et inclusives offrant de meilleurs services et politiques publiques, conformément à l'Objectif de développement durable 16 de l'Agenda 2030. La réunion s'est terminée par un panel visant à explorer les façons dont le parlement peut exploiter l'agenda pour l'ouverture afin de contribuer à des débats plus informés et à des résultats de politiques publiques plus transformateurs. Les participantes et participants ont également abordé des difficultés émergentes, comme les fausses nouvelles et la désinformation, et ont réfléchi à des solutions possibles.

Le parlement ouvert et le gouvernement ouvert vont de pair et le Canada a l'honneur de co-présider le Partenariat pour un gouvernement ouvert à cette époque critique dans le monde, pour une participation transparente, fidèle et démocratique... Notre participation au PGO a eu lieu sous deux gouvernements de différentes affiliations politiques. Il est essentiel que les parlementaires comme nous, quel que soit le parti auquel nous sommes affiliés, épousent les valeurs de l'ouverture et de la transparence pour que le peuple continue de bénéficier de ce mouvement international malgré les alternances politiques.



Greg Fergus (Canada), secrétaire parlementaire du président du Conseil du Trésor et du Gouvernement numérique

Notre progression collective est encourageante et je suis fier de nos contributions parlementaires au mouvement international pour un gouvernement ouvert... Les législatures stables, prévisibles et efficaces requièrent des conventions éprouvées. Mais n'ayons pas peur de secouer les choses et de sortir de notre zone de confort; les législatures pertinentes et fiables adaptent aussi constamment leurs pratiques.



Randy Boissonnault (Canada), député et vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Beaucoup des délégations présentes ont développé ou sont en train de développer des plans d'action, comme c'est le cas de l'Assemblée nationale de l'Équateur. Ce guide pour élaborer des plans d'action pour un parlement ouvert nous a été utile dans ce processus car il fournit un cadre et des conseils pour chaque étape, basés sur l'expérience d'autres parlements.



Elizabeth Cabezas (Équateur),
membre de l'Assemblée nationale et
vice-présente de ParlAmericas

OPeN a débuté avec un groupe de pas plus de 10 parlementaires, et aujourd'hui nous sommes ici avec plus de 100 réformatrices et réformateurs de nos parlements et congrès.



Maria Baron, directrice
exécutive internationale de
Directorio Legislativo

Ancrer les engagements du PGO au-delà du gouvernement en impliquant les parlements permet le PGO de bâtir un consensus politique plus large qui améliore la durabilité des réformes pour un gouvernement ouvert indépendamment des élections. L'OPeN a été créé en 2018... par des organisations impliquées dans le PGO pour travailler ensemble et coordonner les efforts internationaux visant l'ouverture législative. Ces organisations ont appuyé plus de 55 pays au cours des 10 dernières années.



Devin O'Shaughnessy, directeur de
programmes à la Fondation
Westminster pour la démocratie

Réseau numérique pour un parlement ouvert



Le [Réseau numérique pour un parlement ouvert \(OPeN\)](#) est un consortium d'organisations internationales et de la société civile composé de [ParlAmericas](#), de [l'Institut national démocratique](#), du [Réseau latino-américain pour la transparence législative](#), de la [Fondation Westminster pour la démocratie](#), de [Directorio Legislativo](#), du [Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme \(ODIHR\)](#) de [l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe \(OSCE\)](#), et du [Programme des Nations Unies pour le développement \(PNUD\)](#), qui se sont rassemblés afin de coordonner des efforts internationaux pour promouvoir l'ouverture législative et contribuer à l'avancée mondiale de l'Objectif de développement durable 16, visant à bâtir des institutions fortes.

Les partenaires de l'OPeN peuvent soutenir les acteurs impliqués dans le cycle d'un Plan d'action pour un parlement ouvert en :

- ⇒ Partageant des expériences et des meilleures pratiques sur des aspects des plans d'action
- ⇒ Examinant le contenu des plans d'action pour donner des retours
- ⇒ Identifiant des engagements modèles ambitieux à inclure dans les plans d'action
- ⇒ Aidant les parlements à intégrer les retours des rapports d'auto-évaluation et du Mécanisme d'examen indépendant
- ⇒ Reliant les parlements à des ressources d'apprentissage comme des études de cas, des bonnes pratiques, des rapports de recherche, etc.
- ⇒ Réalisant des échanges entre pairs régionaux ou bilatéraux entre les pays
- ⇒ Apportant une assistance technique au niveau national dans toute phase du processus du plan d'action
- ⇒ Organisant des événements régionaux et internationaux réguliers destinés à la communauté œuvrant pour l'ouverture parlementaire
- ⇒ Appuyant les efforts de plaidoyer relatifs à l'ouverture parlementaire, comme la [Semaine mondiale pour l'ouverture législative \(GLOW\)](#)

Pour toute information supplémentaire sur OPeN ou son Conseil de direction parlementaire, veuillez contacter le consortium via une de ses organisations partenaires ou à l'adresse openparlnetwork@gmail.com.



Session de travail : Exploiter les possibilités de collaboration avec la société civile pour créer meilleures lois et améliorer le contrôle des politiques gouvernementales

Repenser les interactions entre les institutions publiques et le peuple pour gagner sa confiance et mieux répondre à ses besoins est au cœur de l'agenda pour l'ouverture. En ouvrant leurs portes et en augmentant la collaboration constructive avec la société civile, les parlements ont beaucoup progressé dans l'amélioration du processus législatif et le renforcement de sa fonction de contrôle.

Cette session, modérée par la membre de l'Assemblée nationale **Carolina Hidalgo Herrera** (Costa Rica) a permis aux délégués d'apprendre auprès de collègues parlementaires impliqués dans des plans d'action pour un parlement ouvert et de représentantes et représentants de la société civile travaillant étroitement avec leur parlement, ainsi que de faire part de leurs idées sur des difficultés, des stratégies d'atténuation et de nouvelles opportunités de collaboration pour un objectif commun d'ouverture parlementaire.

Dans le cadre de ces discussions, ils ont identifié des difficultés rencontrées au sein de leur parlement et ayant un impact sur leur capacité à mobiliser la société civile efficacement. Ces difficultés comprennent la polarisation des partis politiques, qui complique tout effort commun pour mobiliser le public, une culture parlementaire qui ne permettait jusqu'à présent pas ce type de mobilisation, le soutien constitutionnel ou législatif pour une telle mobilisation sans définir les mécanismes ou processus et un manque de confiance publique envers les institutions. Pour relever ces défis, les délégués ont identifié des mesures possibles indiquées sur la page suivante.



Mesures pour impliquer la société civile dans le processus législatif

Espace public

- Protéger l'espace public et la sécurité, la liberté et l'indépendance des médias
- Adopter des mesures appuyant le développement d'organisations de la société civile fortes et indépendantes

Espaces participatifs

- Utiliser la technologie (SMS, plateformes en ligne, application mobile, etc.) pour compléter les espaces de collaboration en présentiel, et mobiliser davantage de personnes de façon pratique
- Combiner les techniques de consultation des citoyennes et des citoyens afin d'atteindre un public plus large
- Organiser des séminaires avec la société civile pour travailler avec elle afin de déterminer comment renforcer leur mobilisation dans le processus législatif
- Adopter une loi ou une réglementation définissant les opportunités et normes pour la participation tout au long du processus législatif
- Créer un mécanisme pour informer les participants que leurs contributions sont prises en compte par les décideurs
- S'assurer que les espaces participatifs soient inclusifs et promeuvent la participation des femmes, des peuples autochtones et autres groupes historiquement marginalisés
- Mobiliser les jeunes sur des questions progressistes importantes pour eux et elles; un parlement des jeunes peut souvent aborder des questions importantes que le parlement ne peut aborder
- S'assurer que les espaces participatifs soient ouverts et n'excluent aucun groupe

Transparence et accessibilité

- Ouvrir le parlement aux visites du public et disposer d'une procédure pour permettre aux citoyennes et citoyens d'assister aux séances en personne
- Diffuser les sessions plénières et des comités en direct
- Publier les agendas et les dépenses des parlementaires

Éthique

- Réglementer le lobbying en enregistrant les lobbyistes, en notant leurs intérêts, leurs clients et leurs réunions avec des parlementaires et des fonctionnaires de gouvernement
- Adopter un système de déclaration des actifs des parlementaires géré par un bureau indépendant

Mesures pour impliquer la société civile dans le processus législatif

Sensibilisation et communication

- Familiariser les citoyennes et citoyens et se rendre dans des régions éloignées pour en informer les habitants
- Créer une structure officielle pour communiquer des informations avec les citoyennes et citoyens régulièrement
- Réfléchir à l'impact du discours politique et des débats dramatiques au sein du parlement sur la confiance citoyenne envers cette institution
- Éduquer les citoyennes et citoyens sur le rôle du parlement, ses processus et les possibilités de se mobiliser
- Informer la société civile des moments les plus opportuns pour intervenir dans le processus législatif
- Utiliser l'ouverture pour contrer les fausses nouvelles et la désinformation

Renforcer les capacités institutionnelles

- Investir dans le personnel parlementaire qui devra mettre en œuvre ces nouvelles mesures et garantir leur durabilité indépendamment des cycles électoraux



Directives pour l'élaboration de Plans d'action pour un parlement ouvert



Les Plans d'action pour un parlement ouvert sont des outils utiles pour promouvoir l'ouverture législative à travers un processus innovant impliquant une grande collaboration avec la société civile. Un guide pratique expliquant étape par étape comment élaborer des Plans d'action pour un parlement ouvert conformément aux normes de co-création et aux politiques législatives du PGO, avec les points de vue de parlementaires, de fonctionnaires parlementaires, et de représentantes et représentants de la société civile ayant suivi ce processus, est une ressource très utile pour les personnes qui travaillent sur leur premier plan ou qui souhaitent améliorer leurs processus.

Pour cela, un document de travail a été rédigé par ParlAmericas en collaboration avec OPeN, à partir de contributions de parlementaires, de fonctionnaires parlementaires et de représentantes et représentants de la société civile, reçues lors de sessions de travail de ParlAmericas. Même si le guide complet est toujours en cours d'élaboration, ce résumé donne un aperçu du processus de création d'un Plan d'action pour un parlement ouvert.

Si vous souhaitez nous faire part de votre expérience pour nous aider à rédiger ce guide, veuillez contacter parlAmericasopen@parlAmericas.org. Le guide complet, comme ce résumé, sera mis à jour suite à un processus consultatif ultérieur et sera publié en 2019.

Consultez le [résumé](#).





Panel et discussion de groupe : Tendances, opportunités et difficultés émergentes dans les efforts pour un parlement ouvert

L'ouverture de toutes les branches de l'État peut permettre de meilleurs textes législatifs et politiques publiques répondant aux besoins et aux intérêts des citoyennes et citoyens. Cela demande des efforts allant au-delà du renforcement des processus; cela demande de construire une culture institutionnelle dans laquelle la transparence est clé. Les parlementaires ont besoin d'informations fiables, à jour et exactes concernant les questions de politiques publiques sur lesquelles ils travaillent, afin d'élaborer des projets de loi basés sur des faits et de contrôler efficacement les actes de l'exécutif. La société civile bénéficie également de l'ouverture qui renforce sa participation sur les questions législatives et de politiques publiques.

Cette session, modérée par le sénateur **Samson Chararkey** (Kenya), a permis d'explorer les façons dont le parlement peut tirer parti de l'agenda pour l'ouverture afin de contribuer à des débats plus informés et à des résultats de politiques publiques plus transformateurs. Les participantes et participants ont également abordé des difficultés émergentes, comme les fausses nouvelles et la désinformation, et ont réfléchi à des solutions possibles. Les panélistes suivants ont contribué à la discussion : le député **Bob Zimmer** (Canada), président du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique, **Mukelani Dimba**, directeur du développement à l'École internationale pour la transparence et la députée **Carla Piccolomini** (Argentine).

Il s'agit de permettre aux citoyennes et citoyens d'établir des agendas politiques, de modérer et suivre les politiques, de parler et d'être entendus, pas une fois tous les quatre ou cinq ans, mais chaque jour de la semaine, et cela peut être difficile. La participation constructive consiste à changer la culture du gouvernement, à encourager les citoyennes et citoyens à participer, à s'assurer que les processus auxquels elles et ils participent leur sont utiles. L'objectif du PGO est de créer cet espace de dialogue.



Paul Maassen, chef de l'appui aux pays du Partenariat pour un gouvernement ouvert



Carla Piccolomini (Argentine), députée

En Argentine, nous avons entamé un processus de changement profond et nous avons donné la priorité à la transparence et à l'importance de mettre l'État au service des citoyennes et citoyens... Ainsi, nous avons décidé de divulguer les informations publiques qui n'étaient pas publiées auparavant, et de donner des outils au public pour l'encourager à participer au travail que nous faisons au sein du Congrès. Avec ces deux objectifs, le principal changement stimulé par la Chambre des députés est la création du Portail de lois ouvertes.



Il existe une forte asymétrie entre les pouvoirs exécutif et législatif. J'entends par là que l'exécutif détient des informations et des ressources dont la plupart des autorités législatives ne disposent tout simplement pas pour exercer leurs responsabilités de contrôle et leur mission en général... Les organisations de la société civile font également face à une situation de pénurie d'information et cela crée un point commun permettant aux parlements et à la société civile de travailler ensemble pour œuvrer à un objectif commun d'ouverture comme outil pour bâtir la responsabilité dans la gestion des affaires publiques.



Mukelani Dimba, directeur du développement à l'École internationale pour la transparence



Lors de la dernière réunion, les membres du Grand Comité international ont représenté ensemble 400 millions de personnes. La question qu'il vise à aborder est comment légiférer pour continuer de permettre à des groupes comme Facebook, Amazon, etc., d'exister puisque nous reconnaissons leurs services, tout en s'assurant qu'ils ne nous manipulent pas. Par exemple, Facebook collecte 1 100 points de données sur chacune et chacun de ses utilisateurs... Cela a un grand impact sur nos démocraties. La solution commence par davantage de transparence, en particulier en ce qui concerne la publicité politique des campagnes électorales.



Grand comité international

Suite au succès de la première réunion du Grand comité international à Londres en novembre 2018, le Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique de la Chambre des communes du Canada en a organisé une deuxième à Ottawa le 28 mai sous le thème « Les mégadonnées, la protection des renseignements personnels et la démocratie ».

Des parlementaires du Canada, du Costa Rica, d'Équateur, d'Estonie, d'Allemagne, d'Irlande, du Mexique, du Maroc, du Royaume-Uni, de Singapour et de Sainte-Lucie ont participé à cette audience et posé des questions à plusieurs spécialistes, comme des universitaires, des journalistes, des fonctionnaires de gouvernement et des agents et agents de plateformes de mégadonnées telles que Google/YouTube, Facebook ou Twitter pour parler de coopération internationale afin d'identifier des solutions aux problèmes qui découlent de ces plateformes.

Les membres ont signé une [déclaration commune](#) réaffirmant leur engagement à protéger la concurrence loyale, à renforcer la responsabilité des plateformes de réseaux sociaux, à protéger les droits à la vie privée et les données personnelles, et à maintenir et consolider la démocratie.

La prochaine réunion du Grand comité international se déroulera à Dublin, en Irlande, en novembre 2019.



Bob Zimmer (Canada), député et président du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique

Volet parlementaire du Sommet Mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert



OGP Global Summit
Sommet mondial du PGO

Des délégations parlementaires ont participé aux sessions du Sommet mondial du PGO, où ils ont échangé avec des pairs, des fonctionnaires de gouvernement, des universitaires, la société civile et autres acteurs du gouvernement ouvert. Ils ont eu l'occasion de débattre des stratégies permettant aux citoyennes et citoyens, à la société civile et aux entreprises de participer à la prise de décisions du gouvernement; habilitant les populations sous-représentées à collaborer avec les gouvernements; et aidant les citoyennes et citoyens à comprendre l'impact du gouvernement ouvert sur leur quotidien.

Lors de leur participation à différentes sessions de ce sommet, ils ont abordé des questions importantes, comme la désinformation, les registres de propriété bénéficiaire, l'égalité des genres, l'élaboration de lois participative et inclusive, l'innovation dans le secteur public, la lutte contre la corruption, l'intelligence artificielle et l'accès à la justice, entre autres. Une de ces sessions était consacrée au rôle des parlements dans la promotion de l'agenda pour le gouvernement ouvert au-delà de l'ouverture de l'institution du parlement. Une autre session visait à échanger des bonnes pratiques entre les plans d'action de lutte anti-corruption des gouvernements et des parlements. Plusieurs parlementaires ont également mené la conversation en tant que panélistes durant leurs sessions respectives.

THÈME

Participation, inclusion, impact

LIEU

Ottawa, Canada

DATES

30-31 mai 2019

PARTICIPANTS

Plus de 2 600 participants de 119 pays

Partenariat pour un gouvernement ouvert



En 2011, des dirigeantes et dirigeants politiques et des défenseuses et défenseurs de la société civile se sont réunis pour créer un partenariat unique combinant ces forces puissantes et promouvoir une gouvernance responsable, inclusive et répondant aux besoins du peuple. 79 pays et un nombre croissant de gouvernements locaux, représentant plus de 2 milliards de personnes, ainsi que des centaines d'organisations de la société civile, font partie du [Partenariat pour un gouvernement ouvert \(PGO\)](#).

Le PGO encourage les parlements des pays et des gouvernements locaux membres à s'engager dans leur processus de plan d'action. Conformément à la [Politique d'engagement parlementaire du PGO](#), les parlements peuvent contribuer directement aux Plans d'action de deux façons :

1. Soumettre des engagements pour l'ouverture législative à inclure dans le plan d'action national sur 2 ans du gouvernement
2. Co-crée un Plan d'action pour un parlement ouvert indépendant à inclure comme annexe ou chapitre à part dans le plan d'action national sur 2 ans du gouvernement

Pour en savoir plus, consultez le [Résumé des Directives sur les Plans d'action pour un parlement ouvert](#)

Les parlements comme partenaires aux réformes pour un gouvernement ouvert

Les parlements peuvent être de formidables défenseuses et défenseurs des principes et valeurs du PGO et peuvent être des partenaires centraux dans la promotion de l'agenda pour un gouvernement ouvert. Plus précisément, les parlementaires peuvent contribuer à établir un agenda national et à donner du poids politique aux initiatives d'ouverture; à garantir la durabilité de ces efforts indépendamment des cycles électoraux en bâtissant un appui multipartite; à contrôler les engagements pour l'ouverture de leur gouvernement et à l'en tenir pour responsable; à élaborer, examiner et adopter des textes pertinents et; à donner l'exemple, en ouvrant leur parlement.

Cette session, organisée par ParlAmericas et OPeN, a été modérée par le député **Randy Boissonnault** (Canada), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas. Elle a permis de parler du rôle du parlement dans la promotion de ces réformes au niveau national avec des acteurs du gouvernement ouvert. Les intervenants étaient **Alfonso De Urresti** (Chili), vice-président du Sénat, **Aida Kasymalieva** (Kirghizistan), vice-présidente du Conseil suprême, **Moses Kipkemboi Cheboi** (Kenya), vice-président de l'Assemblée nationale, le sénateur **Ranard Henfield** (Bahamas), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas pour les Caraïbes, la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas, **Noel Alonso Murray**, directrice général de Directorio Legislativo et **Nicolás Martín**, directeur exécutif de Somos Más.



Session plénière sur l'inclusion

Plusieurs citoyennes et citoyens dans le monde sont marginalisés, se sentent laissés pour compte et perdent foi en les institutions. Cette session plénière a permis d'explorer les raisons pour lesquelles l'inclusion doit être une priorité et la façon dont un gouvernement ouvert peut éclaircir ces questions et aider à changer les choses. Organisée par le PGO et le Gouvernement du Canada, cette session a lancé la [campagne Break the Roles](#), qui demande à tous les pays participants de renforcer la dimension du genre dans leurs engagements avec le PGO. Y ont été soulignés les efforts d'**Aida Kasymalieva**, (Kirghizistan), vice-présidente du Conseil suprême et plus jeune femme parlementaire. Durant cette session, un panel a également eu lieu pour promouvoir l'inclusion du genre. Il était composé de la sénatrice **Blanca Ovelar** (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas et première femme candidate à la présidence dans son pays. Elle était accompagnée du député **Randy Boissonnault** (Canada), conseiller spécial du premier ministre sur les enjeux liés à la communauté LGBTQ2, **Michael Cañares**, gestionnaire principal de la recherche sur la citoyenneté numérique à la World Wide Web Foundation, et **Delia Ferreira**, présidente de Transparence internationale.



De la transparence et l'ouverture des données aux stratégies anti-corruption efficaces : Comparaison d'apprentissages des communautés du parlement ouvert et du gouvernement ouvert

Lorsque les gouvernements et les parlements s'engagent pour des données plus transparentes et ouvertes, mais n'abordent pas les problèmes de corruption plus larges, les parlements et le PGO en général se retrouvent exposés à des accusations d'*openwashing*. La transparence n'a pas permis d'augmenter la responsabilité envers les besoins de la population plus large, en particulier ceux des groupes marginalisés comme les femmes et les minorités ethniques, qui sont plus susceptibles d'être affectés de façon négative par une grande impunité et corruption.

Cette session organisée par l'Institut national démocratique et OPeN, et modérée par Maria Baron, directrice exécutive internationale de Directorio Legislativo, a permis d'explorer des lieux où les parlements et les gouvernements ont cherché à relier la transparence et l'ouverture des données plus directement à la responsabilité et à la lutte contre la corruption. Les intervenants étaient **Mauricio Mejia Galvan**, chef de cabinet de la députée Paula Forteza (France), **Krzysztof Izdebski**, directeur des politiques de la Fondation ePaństwo, **Florencia Romano**, secrétaire administrative de la Chambre des députés de l'Argentine, et **Jorge Santos** (Cap-Vert), président de l'Assemblée nationale.

Des engagements pour un gouvernement ouvert pour une gouvernance des ressources naturelles responsable et sensible au genre

Cette session, organisée par Publish What You Pay, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, Oxfam Amérique, l'Institut sur la gouvernance des ressources naturelles et Development Gateway, avait pour but d'explorer cinq difficultés au croisement des droits des femmes et de la gouvernance des ressources naturelles, à travers entre autres les expériences rapportées par des femmes provenant de pays riches en ressources. À partir de ces expériences et des recherches de spécialistes et d'universitaires, elle a mis en avant des propositions tangibles d'engagements modèles du PGO transformateurs en matière de genre afin de promouvoir la participation significative des femmes dans la gouvernance des ressources naturelles : en reliant les droits des femmes et les mouvements pour la transparence; en abordant les impacts négatifs du secteur de l'extraction sur les femmes à travers une prise de décision locale sensible; en garantissant que les données soient accessibles et utiles à un ensemble varié d'acteurs, y compris les femmes dans les communautés d'extraction; et en promouvant des ressources d'affectation des ressources qui tiennent compte des femmes et leur bénéficient. La sénatrice **Rosa Galvez** (Canada) y a fait part de son expérience sur le fait d'aborder l'accès : des approches féministes de la participation à travers l'accessibilité des données sur les ressources naturelles, et a participé à une discussion en table ronde sur le sujet.



Des systèmes médiatiques plus forts pour un gouvernement ouvert



Cette session, organisée par le Centre pour l'assistance internationale aux médias (CIMA), une initiative du National Endowment for Democracy, visait à explorer les possibilités que permet le PGO d'améliorer la gouvernance des systèmes médiatiques. Les médias jouant un rôle essentiel dans le mouvement pour un gouvernement ouvert, et étant donné la montée des fausses nouvelles et la chute de la confiance publique envers les institutions, cette session avait pour but de faire mieux connaître ce secteur en tant que domaine fondamental pour le PGO. Elle a été modérée par l'honorable **Chrystia Freeland** (Canada), ministre des affaires étrangères, qui a dirigé une discussion entre **Susan le Jeune d'Allegeershecque**, haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni, la membre de l'Assemblée nationale **Carolina Hidalgo Herrera** (Costa Rica), et **Zuzana Wienk**, fondatrice et directrice de programme, Fair-Play Alliance.

Le Congrès chilien a considérablement innové en matière d'intégration des nouvelles technologies permettant de rapprocher le public et les nouvelles générations grâce au Congrès virtuel... Il s'agit d'une plateforme permettant à n'importe quel citoyen ou citoyen d'interagir avec les députés au sujet de projets de loi. Il permet aussi de systématiser, organiser et quantifier l'information et la participation citoyenne au processus législatif.



Alfonso De Urresti (Chili), vice-président du Sénat

L'accès des femmes au pouvoir politique est une utopie encourageante. Dans une grande partie du monde et en Amérique latine, la femme subit de la discrimination, de la subordination, une dévaluation et de la violence de différentes sortes. Il est indispensable de promouvoir la participation politique des femmes car elles sont indispensables pour obtenir des gouvernements ouverts et inclusifs.



Sénatrice Blanca Ovelar (Paraguay), présidente du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Historiquement, la plupart des développements nationaux que nous avons réalisés sont dus à la collaboration d'activistes et de parlementaires. Toutefois, nos parlements ont aujourd'hui perdu la confiance des citoyennes et citoyens. Il incombe aux parlementaires d'inviter publiquement la société civile et les citoyennes et citoyens à apporter leurs contributions aux projets de loi... et de valoriser et d'accepter le rôle de la société civile dans la co-création.



Sénateur Ranard Henfield (Bahamas), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas

Le Parlement du Kirghizistan a co-créé un Plan d'action pour un parlement ouvert avec la société civile. Le dialogue a été difficile mais a abouti, et le plan d'action sera présenté en août. C'est un grand pas en avant mais il y a encore beaucoup à faire pour transformer la culture du parlement pour que les fonctionnaires et les membres prennent à cœur la valeur de l'ouverture, qui est au centre de toute réforme efficace.



Aida Kasymalieva (Kirghizistan), vice-présidente du Conseil suprême

Le Sénat a proposé une loi au parlement pour améliorer efficacement la participation du public dans le processus législatif. Elle vise à résoudre le problème du manque de d'uniformité, de ressources et de personnel, et à apporter un mécanisme pour suivre la participation du public et pouvoir déterminer la façon dont les propositions citoyennes ont été intégrées dans le système de façon qualitative.



Moses Kipkemboi Cheboi (Kenya), vice-président de l'Assemblée nationale

Il existe une méfiance envers le parlement concernant l'ouverture, mais la société civile et les jeunes ont créé des alternatives à ce qu'aborde le parlement. Le parlement doit interagir avec la société pour atteindre un consensus de réglementation satisfaisant pour les deux parties... La clé consiste à mettre l'accent sur les avantages du parlement ouvert. C'est la seule façon de bâtir la volonté politique nécessaire.



Carolina Hidalgo Herrera (Costa Rica), membre de l'Assemblée nationale

Points d'action



Lors de [la Journée du parlement ouvert et du Volet parlementaire du Sommet mondial du Partenariat pour un gouvernement ouvert](#), les points d'action suivants ont été soulignés :

- 1 Participer plus activement aux efforts nationaux pour un gouvernement ouvert en promouvant les plans d'action existants et en élevant les ambitions, ou en encourageant la participation de votre gouvernement au [Partenariat pour un gouvernement ouvert \(PGO\)](#).
- 2 Bâtir un soutien multipartite aux principes d'ouverture pour garantir la durabilité des plans d'action indépendamment des cycles électoraux.
Élaborer, réviser et adopter des législations augmentant la transparence, la responsabilité, la participation citoyenne et les normes éthiques applicables aux titulaires
- 3 de charge publique, en appui aux engagements du plan d'action (par exemple la réglementation du lobbying, l'accès à l'information, la déclaration des actifs, la réglementation de la participation, etc.).
Co-créer, mettre en œuvre, suivre et évaluer les Plans d'action pour un parlement ouvert avec la société civile pour s'engager envers les priorités clés pour
- 4 transformer l'interaction entre le parlement et le public afin d'aller vers une législation et un contrôle plus inclusifs et efficaces des politiques publiques, garantissant la réponse aux besoins des citoyennes et des citoyens.
- 5 Créer des espaces permettant au public de contribuer à un débat plus exhaustif et inclusif sur des questions importantes de politique nationale allant au-delà de l'ouverture (par exemple, le changement climatique, la réforme des systèmes de pensions, les lois anti-corruption, etc.), et de co-créer des solutions à ces problèmes.
- 6 Tirer parti de la technologie pour compléter les espaces de participation en personne et créer des plateformes atteignant davantage de citoyennes et citoyens via un processus simple et pratique.
- 7 Garantir que tous les espaces participatifs créés incluent les femmes, les peuples autochtones et autres groupes historiquement marginalisés, afin qu'ils puissent servir à faire entendre la voix des personnes sous-représentées.
- 8 Adopter des mesures facilitant la communication entre le parlement et la société civile pour justifier la prise de décision et expliquer comment les contributions reçues ont été prises en compte.
- 9 Mettre en place des programmes institutionnels de renforcement des capacités pour les jeunes, les enseignants et la société civile en général afin de sensibiliser au rôle des parlements et aux voies de mobilisation citoyenne.
- 10 Promouvoir la transparence et l'accès à l'information au sein de la branche exécutive pour renforcer la capacité du parlement à contrôler efficacement le gouvernement et pour favoriser la responsabilité publique.
Participer à des débats nationaux et internationaux pour identifier des solutions politiques visant à lutter contre la désinformation et les fausses nouvelles tout en
- 11 respectant la liberté d'expression, en particulier durant les campagnes électorales, qui peuvent avoir un grand impact sur le discours et la confiance du peuple envers les institutions publiques.
- 12 Adopter des législations et contrôler les politiques pour promouvoir un espace civique fort, sûr et inclusif, permettant aux organisations de la société civile comme aux médias de travailler librement et indépendamment, et de jouer leurs rôles respectifs, lesquels sont essentiels à toute démocratie.
- 13 Pour obtenir de l'aide avec des initiatives pour un parlement ouvert, veuillez contacter les organisations partenaires du [Réseau numérique pour un parlement ouvert](#), dont [ParlAmericas](#), [Directorio Legislativo](#), l'[Institut national démocratique](#), la [Fondation Westminster pour la démocratie](#), le [Réseau latino-américain pour la transparence législative](#), et le [Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE](#).

Parlements présents :



Albanie



Brésil



France



Mexique



Portugal



Antigua-et-Barbuda



Canada



Ghana



Maroc



Sainte-Lucie



Argentine



Cap-Vert



Guatemala



Nouvelle-Zélande



Sri Lanka



Arménie



Chili



Honduras



Panama



Trinité-et-Tobago



Bahamas



Costa Rica



Jamaïque



Paraguay



Tunisie



Barbade



Équateur



Kenya



Pakistan



États-Unis d'Amérique



Bolivie



Le Salvador



Kirghizistan



Pérou

Canada



Cette rencontre a été possible grâce au soutien généreux du Parlement du Canada à travers la Section canadienne de ParlAmericas, du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada, et de l'OPeN.

Podcasts ParlAmericas

Retrouvez ParlAmericas sur iTunes et Google Play pour écouter les sessions de nos rencontres.



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

